

considéré chaque mesure selon ses propres mérites. En ce qui concerne les mesures financières, il y a eu une avance de plus de vingt-huit millions de piastres en circulation outre les douze millions dans les banques de la Puissance. Selon lui, les Canadiens sont très satisfaits de la situation. Ils sont en faveur des banques de la Puissance parce qu'elles ont tendance à stabiliser la monnaie.

L'hon. M. ALEXANDER signale que, comme il est originaire de l'Ontario, il peut dire que les affirmations de l'honorable sénateur du Nouveau-Brunswick au sujet du traité de réciprocité s'appliquent aussi dans une très grande mesure à l'Ontario. Personne ne s'attend que le discours du Trône annonce de façon très précise quelle sera la politique du gouvernement. De fait, comme on l'a déjà dit, le discours doit tout survoler sans s'arrêter sur quoi que ce soit de particulier. Il est naturel qu'il traite des grandes questions qui ont été débattues dans le pays, mais il regrette, pour sa part, que le gouvernement ait omis de fournir certains renseignements en quelques occasions. À son avis, les Canadiens ne sont pas prêts à attendre et comptent sur le gouvernement pour passer aux actes avec maturité, sagesse, justice et expérience pour faire mieux que le gouvernement antérieur. Les Canadiens s'attendent à ce que le gouvernement actuel agisse de façon énergique et qu'il présente des mesures réfléchies et appropriées. S'ils avaient la moindre confiance dans l'avenir de ce grand pays et dans les richesses naturelles du vaste territoire du Nord-Ouest, il ne fait aucun doute que des hommes d'expérience pourraient construire le chemin de fer et relier le reste du pays à cette région que l'on considère comme la plus fertile du continent. Si nous examinons ce que la république voisine a fait et fait encore, nous voyons bien qu'il n'y a aucune raison de craindre le résultat. Les Américains ont construit des chemins de fer inférieurs de beaucoup à ceux qu'emprunteront les trains du chemin de fer canadien du Pacifique. Il tient cependant à signaler qu'il voudrait que le gouvernement fasse preuve de toute la prudence voulue relativement aux principes qui seront appliqués à la construction du chemin de fer. Ce projet gouvernemental comportera d'énormes risques sinon d'énormes maux, et il faudra à tout le moins surmonter d'énormes obstacles pour le mener à bien. La meilleure façon de procéder est celle qu'ont adoptée les États-Unis et qui consiste à offrir une prime en terrains. C'est ce que le pays voisin a fait, et il ne voit pas pourquoi notre propre pays ne pourrait pas réussir en appliquant une méthode qui a été couronnée de succès ailleurs. En ce qui concerne le Sénat, il est certain qu'il aidera volontiers le gouvernement à faire adopter toute mesure législative sage, car, même si les partis sont nécessaires pour assurer un gouvernement libre, l'esprit de parti ne doit jamais régner au point d'empêcher l'adoption d'une mesure utile et efficace. Il espère que tous les partis uniront leurs efforts pour mener à bien un grand projet qui devrait faire doubler ou tripler la population du pays et développer ses ressources. Ils devraient tous unir leurs efforts pour mener cette tâche à bien. Il espère

aussi que le gouvernement essaiera de promouvoir les industries de fabrication du pays. Personne ne veut créer de monopole, mais il faut protéger le commerce local. Tout le monde connaît les risques que les fabricants locaux ont courus et, même s'ils sont en affaires pour leur propre avantage, il ne faut pas oublier qu'ils ont contribué beaucoup à la prospérité du pays. Il est donc dans l'intérêt national de favoriser les industries de notre pays, et il espère que le gouvernement ne l'oubliera pas. On a dit qu'un commissaire serait envoyé aux États-Unis, mais il espère que le gouvernement se gardera de créer une fausse impression en envoyant un commissaire à Washington pour obtenir un traité de réciprocité. En réalité, l'abrogation du traité, que bien des gens craignent, a eu des résultats extrêmement avantageux pour le Canada et lui a donné toutes sortes d'occasions commerciales qui, sinon, seraient allées aux États-Unis plutôt qu'au Canada. Il espère que le gouvernement se gardera bien de donner aux autorités américaines l'impression que le Canada n'est pas entièrement indépendant des États-Unis dans ses rapports commerciaux avec le reste du monde. Si les États-Unis ont souffert de l'abrogation de l'ancien traité, qu'ils viennent à nous et qu'ils essaient de conclure une entente pour obtenir une part de ce commerce qui nous a enrichis. Tout le monde sait que le marché des céréales et de bien d'autres produits du sol est presque aussi favorable que le souhaiteraient les agriculteurs. Quand le blé se vend \$1.20, les prix sont suffisamment élevés, et nous ne devons rien aux États-Unis pour la prospérité du Canada. Il répète que le gouvernement ne devra pas oublier de favoriser les industries de fabrication canadiennes et que, tant que les agriculteurs obtiendront de tels prix pour leurs produits, les Canadiens seront satisfaits parce que le fait est que les agriculteurs s'enrichissent partout dans le pays et il ne fait donc aucun doute que nous sommes tout à fait indépendants des États-Unis. Il espère que le gouvernement adoptera une politique qui renforcera la confiance du peuple dans le gouvernement fédéral. Ils sont tous d'avis que l'administration des affaires du Canada depuis l'Union s'avère un grand succès et il dit qu'on pourrait taxer d'ingratitude un peuple qui hésiterait à exprimer sa reconnaissance pour les grands services rendus au pays au cours des dernières années par l'ancienne administration (*Bravo!*).

L'hon. M. REESOR estime que s'il est nécessaire de lever des fonds supplémentaires, on devrait envisager de protéger le commerce du fer dans notre pays par l'imposition d'un droit sur le fer. De cette façon, on encouragerait l'exploitation des mines de fer du pays et, puisque le fer est utilisé pour la fabrication de toutes sortes d'objets courants, il importe de stimuler la mise en valeur de nos grandes richesses en cette matière. Après tout, les taxes sont payées par les utilisateurs du produit, et tous les citoyens ont intérêt à encourager le développement du commerce du fer dans la mesure où ils s'en servent pour une raison ou une autre. Une taxe sur le fer serait une façon de développer une source d'industrie qui est maintenant presque négligée, mais qui, dans quelques années, contribuerait à l'enrichissement matériel du pays.